

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14, rue de l'Aluminium  
77 547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 13/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **DELISLE**

Route de Provins, Zone industrielle  
77 320 La Ferté-Gaucher

Références : E/24-0230  
Code AIOT : 0006501023

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/01/2024 dans l'établissement DELISLE implanté Route de Provins, Zone Industrielle, 77 320 La Ferté-Gaucher. L'inspection a été annoncée le 22/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à un déversement accidentel dans le réseau d'eau pluviale puis dans le milieu naturel suite à la saturation du bassin d'infiltration du site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DELISLE
- Route de Provins, Zone industrielle, 77 320 La Ferté-Gaucher
- Code AIOT : 0006501023
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DELISLE exploite sur la commune de La Ferté-Gaucher des entrepôts couverts d'un volume total de 160 500 m<sup>3</sup>. Les produits stockés sont variés : du sucre, des décors d'émissions de télévision et de cinéma, des croquettes pour chiens et divers emballages de bois et cartons.

La société exerce également une activité de lavage de citernes. La régularisation de la situation administrative du site (passage au régime de l'autorisation par bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 2795) est en cours d'instruction pour cette activité.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Traitement des rejets aqueux
- Plan des réseaux
- Isolement du site
- Convention de déversement dans le réseau communal
- Risque foudre

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Isolement du site	Article 6.5 de l'arrêté Préfectoral du 10/01/2001	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Valeurs limites de rejet	Valeurs limites réglementaires de l'article 5.7 de l'annexe 1 à l'arrêté ministériel du 23/12/2011 (déclaration rubrique 2795), reprises par l'exploitant comme valeurs de référence dans l'étude d'impact transmise dans le cadre de la régularisation de la situation administrative du site.	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Entretien du système de pré-traitement et infiltration des eaux pluviales de voiries et de toitures	Article 10-2 de l'arrêté Préfectoral du 03/01/2001	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Autorisation de déversement	Article 10-3 de l'arrêté Préfectoral du 03/01/2001	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Risque foudre	Article 21 de l'annexe 1 à l'arrêté Ministériel du 11/04/2017	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Plan de défense incendie	Article 23 de l'annexe 1 à l'arrêté Ministériel du 11/04/2017	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Situation administrative sous la réglementation IOTA (Installations, ouvrages, travaux et aménagements – Loi sur l'eau)	Annexe à l'article R.214-1 du Code de l'environnement	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan des réseaux	Article 1.6.1 de l'annexe 1 à l'arrêté Ministériel du 11/04/2017	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a fait récemment l'objet de plusieurs incidents (déversement de sucre en 2021, déversement accidentel de produits nettoyants dans le réseau communal en janvier 2023, déversement de boues fin 2023). De plus les analyses sur les rejets des eaux industrielles montrent des dépassements récurrents par rapport aux valeurs limites de référence de rejets des eaux industrielles identifiées

par l'exploitant qui seront le minimum applicable suite à la régularisation de la situation administrative.

L'exploitant a plusieurs projets en étude afin de pallier à ces problématiques (récupération des premiers jus de lavage, mise en place d'un circuit fermé pour le lavage extérieur des citernes).

L'exploitant doit tenir régulièrement informé l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement de l'avancement de ces projets.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Isolement du site

<b>Référence réglementaire :</b> Article 6.5 de l'arrêté Préfectoral du 10/01/2001
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eau et isolement du site
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes mesures sont prises pour qu'en cas d'écoulement de matières dangereuses, notamment du fait de leur entraînement par des eaux d'extinction d'incendie, celles-ci soient récupérées dans un bassin étanche de 1 400 m <sup>3</sup> . Des vannes sont installées en amont des stations de pré-traitement du site.
<b>Constats :</b> L'exploitant précise l'emplacement des quatre vannes sur le site afin de confiner les eaux en cas de pollutions. Le site possède une vanne en aval de chacun des deux bassins étanches de récupération des eaux pluviales de voirie et de toiture situés au Nord et à l'Est du site, une vanne en amont du bassin d'infiltration et une vanne sur le réseau de collecte des eaux industrielles usées avant le rejet vers la station d'épuration communale.  L'exploitant indique que la rédaction de procédures réflexes est en cours afin d'être en mesure d'isoler le site en cas de pollution.  Afin d'éviter un nouvel incident de débordement, l'exploitant indique mettre en place une mesure temporaire de contrôle du débit des eaux pluviales de voirie et de toiture s'orientant vers le bassin d'infiltration sous-dimensionné à l'origine de l'incident de débordement du 14 décembre 2023 via la fermeture partielle de la vanne située en amont. Cette mesure permet de laisser un temps suffisant au bassin d'infiltration pour absorber l'eau, le surplus étant retenu sur le parking pour absorption ultérieure. Une solution définitive de redimensionnement du bassin d'infiltration est à l'étude.  D'autre part, l'exploitant précise que tous les mois un contrôle des exutoires avec photographies est réalisé afin d'en assurer la bonne maintenance.  L'exploitant doit transmettre les procédures réflexes détaillant les actions permettant l'isolement du site en cas de pollution.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 2 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Article 1.6.1 de l'annexe 1 à l'arrêté Ministériel du 11/04/2017
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li> <li>– les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;</li> <li>– les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li> <li>– les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;</li> <li>– les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul> <p>« Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre et sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un plan des réseaux du site à jour.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Rejets des eaux industriels

<p><b>Référence réglementaire :</b> Valeurs réglementaires de l'article 5.7 de l'annexe 1 à l'arrêté ministériel du 23/12/2011 (déclaration rubrique 2795), reprises par l'exploitant comme valeurs de référence dans l'étude d'impact transmise dans le cadre de la régularisation de la situation administrative du site.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rejets d'effluents et valeurs limites de rejet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du Code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– pH 5,5-8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;</li> <li>– température &lt; 30 °C.</li> </ul> <p>b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration, lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de MEST (matières en suspension) ou 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– matières en suspension : 600 mg/l ;</li> <li>– DCO : 2 000 mg/l ;</li> <li>– DBO5 : 800 mg/l.</li> </ul> <p>Ces valeurs limites ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Des analyses sur les eaux industrielles (issues des lavages des citernes) sont réalisées tous les mois. Il est observé des dépassements récurrents par rapport aux valeurs limites qui seront applicables au site après la régularisation de sa situation administrative. Ces dépassements sont également identifiés par l'exploitant dans le porter à connaissance transmis en 2021 dans le cadre de la régularisation de la situation administrative du site.</p> <p>L'exploitant précise que ces dépassements sont majoritairement liés aux premiers jus de lavage des citernes, dont les concentrations peuvent être très élevées.</p>



L'exploitant a indiqué avoir réalisé six curages des débourbeurs-déshuileurs en 2023 afin d'améliorer la qualité de ses rejets. Un bordereau de suivi des déchets dangereux, daté du 03/01/2024, attestant de l'élimination des déchets d'une ces opérations a été présenté.

Afin de répondre à cette problématique récurrente, l'exploitant indique avoir pour projet la mise en place d'un système de récupération des premiers jus de lavage des citernes et de les envoyer pour valorisation dans un méthaniseur. Lors de l'inspection, il est constaté la mise en place des canalisations permettant de récupérer ces premiers jus de lavage.

À la connaissance de notre service le méthaniseur vers lequel l'exploitant a indiqué souhaiter envoyer les premiers jus pour valorisation ne sera pas mis en fonctionnement immédiatement. Ces informations sont en contradiction avec celles délivrées par l'exploitant, qui a indiqué espérer pouvoir débiter ce processus aux alentours de fin février 2024.

En conséquence il convient de trouver d'autres solutions transitoires pour que les rejets d'eaux industrielles respectent les valeurs limites de rejet identifiées, jusqu'à la mise en place effective du processus de récupération et valorisation des premiers jus par un méthaniseur.

L'exploitant doit justifier de la mise en place d'une action transitoire afin de respecter les valeurs limites de rejets des eaux industrielles. Suite à la mise en place de cette action, l'exploitant doit justifier de son efficacité par la transmission d'un rapport d'analyse de la qualité des rejets des eaux industrielles.

De plus, l'exploitant doit également justifier des démarches entreprises dans le cadre de la mise en place du processus de récupération et valorisation des premiers jus de lavage par le méthaniseur par la transmission de contrats, conventions, etc.

**Observations :**

Dans une démarche d'amélioration de la qualité de ses rejets d'eaux industrielles, l'exploitant a indiqué étudier un prototype de lavage de citernes en circuit fermé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Rejets des eaux pluviales de voiries et de toitures**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/01/2001, article 10-2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rejets d'effluents et normes de rejet

**Prescription contrôlée :**

Il est interdit d'écouler des liquides inflammables dans le milieu naturel. Les stations de pré-traitement du site comprennent chacune un dispositif séparateur susceptible de retenir toute fraction de liquide inflammable, non miscible à l'eau, qui serait accidentellement entraînée.

Ces appareils sont fréquemment visités, ils sont toujours entretenus en bon état de fonctionnement et sont notamment débarrassés aussi souvent qu'il sera nécessaire des liquides inflammables retenus.

En aucun cas, au cours de l'entretien des séparateurs, les liquides inflammables retenus ne doivent être rejetés au milieu naturel. Le dispositif séparateur est muni d'un regard placé avant la sortie et permettant de vérifier facilement son efficacité.

La capacité utile de chaque séparateur est en rapport avec le débit instantané d'eau à évacuer (c'est-à-dire est au minimum le double du débit de pointe).

Tout rejet doit être conforme aux prescriptions suivantes :

– température <30°

<p>– 55&lt;pH&lt;8,5</p> <p>Les concentrations maximales autorisées pour le rejet au réseau d'eaux pluviales sont les suivantes :</p> <p>MES : 30 mg/l,</p> <p>DBO5 : 5 mg/l,</p> <p>DCO : 25 mg/l,</p> <p>Hydrocarbures totaux : 5 mg/l.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La pollution du 14 décembre 2023 est liée au débordement du bassin d'infiltration situé au Sud du site. L'exploitant a transmis la fiche de notification d'incident plusieurs semaines après l'incident.</p> <p>Afin d'apporter une solution définitive à la survenue de ce type d'incident, l'exploitant a demandé la réalisation de trois devis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– un pour la réfection complète du bassin d'infiltration ;</li> <li>– un pour la réfection partielle du bassin d'infiltration ;</li> <li>– un pour la replantation de roseaux.</li> </ul> <p>L'exploitant a également indiqué avoir pris contact avec l'Agence de l'eau afin de connaître les possibilités de financement envisageables sur les travaux à réaliser sur ce bassin d'infiltration.</p> <p>L'exploitant doit transmettre la solution retenue, accompagnée d'un échéancier des travaux envisagés.</p>
<p><b>Observation :</b></p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que l'inspection des installations classées doit être informée dans les meilleurs délais des incidents et accidents du site. En cas de survenue de futurs événements, l'exploitant veillera à informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas 15 jours.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 5 : Autorisation de déversement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/01/2001, article 10-3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réseau collecteur</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux usées, les eaux de lavage des véhicules légers et des poids-lourds, et au plus le tiers des eaux de pluie ayant ruisselé sur le sol du site sont rejetées au réseau communal d'eaux usées, sous réserve de l'accord de la Ville de la Ferté-Gaucher. Ces eaux font l'objet d'un pré-traitement dans la station dite « n° 1 », telle que décrite dans le dossier déposé par l'exploitant.</p> <p>Les eaux de toiture des bâtiments les plus anciens, et les deux tiers au moins des eaux de pluie ayant ruisselé sur le sol du site sont rejetées au réseau communal d'eaux pluviales, sous réserve de l'accord de la Ville de la Ferté-Gaucher et dans les conditions imposées par celle-ci. Ces eaux font l'objet d'un traitement dans la station dite « n° 2 », telle que décrite dans le dossier déposé par l'exploitant.</p> <p>Les eaux de toiture des bâtiments les plus récents ou à construire sont rejetées au réseau communal d'eaux pluviales, sous réserve de l'accord de la Ville de La Ferté-Gaucher et dans les conditions imposées par celle-ci.</p>

Un bassin d'orage de 9 m <sup>3</sup> est installé à proximité des stations de traitement, et est aménagé de façon à recueillir le trop-plein des eaux provoqué par l'engorgement de celles-ci, dans le cas de précipitations abondantes. [...]
<b>Constats :</b> La convention de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le réseau communal d'eaux usées doit être renouvelée tous les ans. L'exploitant n'a pas présenté cette convention pour l'année 2024.  L'exploitant doit transmettre un exemplaire daté et signé de la convention de déversement dans le réseau communal des eaux usées autres que domestiques de l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Risque foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation de protection fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.  L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.[...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué avoir levé les non-conformités liées aux installations de protection contre la foudre, cependant aucun document attestant de leur conformité n'a été présenté.  L'exploitant doit transmettre le rapport associé à la prochaine vérification des dispositifs de protection contre la foudre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Plan de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23 de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, plan de défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> « Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que le plan de défense incendie était en cours de rédaction.  L'exploitant doit transmettre un plan de défense incendie finalisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



**N°8 :** Situation administrative sous la réglementation IOTA (Installations, ouvrage, travaux et aménagements)

<b>Référence réglementaire :</b> Article R.214-1 du Code de l'environnement		
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nomenclature IOTA		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
Prélèvements		
1.1.1.0.	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	D
1.1.2.0.	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant :	
	1° Supérieur ou égal à 200 000 m <sup>3</sup> / an	A
	2° Supérieur à 10 000 m <sup>3</sup> /an mais inférieur à 200 000 m <sup>3</sup> / an	D
A (autorisation), D (Déclaration)		
<b>Constats :</b> <p>Dans le dossier de régularisation de sa situation administrative (passage à autorisation par bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 2795), l'exploitant indique la présence d'un forage sur le site, exploité pour l'approvisionnement en eau de la commune de La Ferté-Gaucher.</p> <p>L'exploitant doit transmettre le positionnement de son site vis-à-vis des rubriques 1.1.1.0 et 1.1.2.0 de la nomenclature IOTA. Le cas échéant, l'exploitant doit réaliser une déclaration en ligne sur le site <a href="https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R42920">https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R42920</a> ou transmettre un dossier d'autorisation loi sur l'eau.</p>		
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites		
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale		
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois		

